

explicite et plus précise sur ce point." Et nous n'aurons rien à répondre à cela ! Il faudra nous résigner ; il nous faudra subir toutes les restrictions que la majorité pourra nous imposer. Je maintiens donc que la députation canadienne-française de cette chambre devrait exiger du gouvernement que cette entente entre les confédératés fût partie de la constitution, et que les garanties qu'on nous dit être octroyées par la constitution fussent plus explicitement exprimées qu'elles ne le sont dans les résolutions. Si nous votons ces résolutions telles qu'elles sont, nous voterons sans savoir exactement quelle est la nature des garanties qu'elles nous offrent. (Applaudissements.)

M. REMILLARD **M. le PRÉSIDENT** : — La question d'une union fédérale des provinces britanniques de l'Amérique du Nord est si importante qu'elle occupe en ce moment non-seulement cette honorable chambre, mais le monde politique presque tout entier. Je croie donc qu'il est du devoir de ceux auxquels elle est soumise de faire connaître, chacun à sa manière, les raisons qui les engageront à adopter ou rejeter cette union. Quand pour la première fois, en 1861, le comté de Bellechasse me faisait l'honneur de m'envoyer ici comme son représentant, j'étais bien loin de m'attendre à être appelé, au commencement de 1865, à prendre part à la discussion d'une semblable mesure, dont dépend, suivant moi, tout notre avenir. Les choses vont si vite dans ce siècle de progrès de tout genre, qu'il ne faut pas s'étonner si on nous propose aujourd'hui d'envisager la position politique de notre jeune pays. Je l'avouerai de suite, M. le PRÉSIDENT, cette position ne m'a pas paru enviable depuis quelques années. En effet, qu'avons-nous vu en politique ? Nous avons vu dans cette enceinte des scènes regrettables et souvent répétées, des luttes acharnées et incessantes parmi nos hommes d'Etat au sujet de certaines difficultés sectionnelles qui ont besoin d'être réglées à l'amiable, si nous voulons éviter pour plus tard des troubles sérieux ; nous avons vu des ministères se succéder presque tous les six mois, des ministères accusés tous les jours — et avec raison dans bien des cas — de s'être rendus coupables d'actes de corruption pour prolonger leur faible existence. Nous avons vu au dehors des journaux remplis d'attaques personnelles et d'injures de toutes sortes, des élections générales tous les ans, remportées dans bien des comtés par la fraude

et l'exploitation de misérables préjugés. (Écoutez ! écoutez !) Le peuple en était rendu à croire que c'est chose méritoire pour le ciel que de calomnier un député ou un candidat et de lui faire perdre la bonne réputation qu'il s'était acquise quelquefois par bien des sacrifices. (Écoutez ! écoutez !) Les honnêtes gens ne peuvent éprouver que du dégoût pour une semblable politique, ennemie de tout patriotisme et dangereuse pour nos institutions. Le peuple canadien, intelligent, courageux et brave, est appelé à jouer un rôle plus noble et plus digne que celui-là. C'est à nos hommes d'Etat, à quelque partis qu'ils appartiennent, à lui fournir la carrière qui lui convient, sans s'occuper des préjugés ni des opinions données à une autre époque et dans d'autres circonstances. (Écoutez ! écoutez !) Nous surtout, Canadiens Français, si nous voulons continuer de jouir, au milieu des peuples divers qui habitent cette vaste Amérique, des institutions qui nous ont été précieusement conservées, auxquelles nous tenons plus qu'à la vie, nous avons besoin de chercher des alliances avec les habitants des autres provinces britanniques de l'Amérique, avec lesquelles nous avons des intérêts communs, qui auront les mêmes ennemis que nous à repousser en cas d'invasion, et qui, comme nous, ont l'avantage d'être sous la protection de la Grande-Bretagne. Dans un temps où nous sommes, pour ainsi dire, menacés par les États-Unis, serions-nous assez insensés pour mépriser les conseils qui nous viennent de la Grande-Bretagne, sans laquelle nous ne pourrions rien pour notre protection, et de prétendre sérieusement que nous pouvons sans danger faire manquer l'union fédérale que nous discutons, dans le projet de laquelle nos hommes d'Etat ont eux-mêmes fait accepter les conditions qu'ils ont cru être les plus équitables pour sauvegarder les plus chers intérêts de tous ? Si nous en agissons ainsi, nous connaîtrons bien mal notre position vis-à-vis de l'Angleterre et des États-Unis, nos redoutables voisins. Les hommes distingués de la conférence tenue à Québec, dans le mois d'octobre dernier, l'ont dit unanimement : "Une union fédérale sous la couronne de la Grande-Bretagne, aurait l'effet de sauvegarder les intérêts les plus chers et d'accroître la prospérité de l'Amérique Britannique du Nord, pourvu qu'elle puisse s'effectuer à des conditions équitables pour les diverses provinces." Les hommes les plus éminents en Angleterre ont répété la même chose et approuvé le